

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 22/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET

52 route de Dijon
21470 BRAZEY EN PLAINE

Références : SeS/SK/2022-374
Code AIOT : 0005401176

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET implanté 52, route de Dijon 21470 BRAZEY EN PLAINE. L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées portant sur les prélèvements et l'usage de l'eau par les activités industrielles en période de sécheresse.

L'établissement inspecté est situé dans la zone d'alerte RM6 selon le découpage défini par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Côte-d'Or. A la date de l'inspection, la zone RM6 est au niveau "crise" au titre de la sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET
- 52, route de Dijon 21470 BRAZEY EN PLAINE
- Code AIOT : 0005401176
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Valeur limite de prélèvement | Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 2 | / | Sans objet |
| 2 | Registre de prélèvement des eaux | Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4 | / | Sans objet |
| 3 | Réduction des prélèvements/consommations | Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les nouvelles dispositions applicables en cas de franchissement de seuil sécheresse sont connues de l'exploitant.

L'exploitant doit poursuivre son plan d'actions visant à réduire ses prélèvements d'eau à la hauteur des nouvelles restrictions qui s'appliqueront formellement à compter de 2023, à savoir :

- - 25% en cas de franchissement du seuil d'alerte,
- - 50% en cas de franchissement du seuil d'alerte renforcée,
- et en cas de crise, seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux).

Des exemptions sont possibles dans les cas où :

- les activités peuvent démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle, ou
- les activités disposent d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse.

La démonstration de l'application des meilleurs techniques disponibles en termes d'économie d'eau sera évaluée, en plus de la description des techniques mises en place, au regard d'indicateurs chiffrés comme l'évolution des prélèvements dans le temps (avant/après la mise en place des différentes techniques), la consommation spécifique (rapportée à la tonne produite), et/ou par comparaison avec les données disponibles pour le secteur d'activité concerné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeur limite de prélèvement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite de prélèvement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Puits nappe de la Bièvre –Malterie PRELEVEMENT N°1 puits P1, P2, P3, P4, P5 438000 m3 Pompage en nappe puits Sobocer-Malterie PRELEVEMENT N°2 109 575 m3 Réseau public Saint Usage PRELEVEMENT 219150 m3 Volume total annuel maximum prélevable (brut) à des fins industrielles en eau souterraine : 438 000 m3 |
| Constats : L'exploitant a présenté le plan référencé "eaux propres" sur lequel sont représentés les réseaux d'eau potable. Le site est approvisionné en eau par le réseau d'eau potable (AEP) et par prélèvement dans la nappe de la Bièvre –Malterie et la nappe puits Sobocer-Malterie. Les registres ont été présentés. Depuis janvier 2022, prélèvements : Puits (214 374 m3) - SOBOCER (2 532 m3) AEP (973 m3) Prélèvements 2021 : Puits (397 723 m3)- SOBOCER 8 595 m3 - AEP 1534 m3 Prélèvements 2020 : Puits (294 962 m3)- SOBOCER 51 619 m3 - AEP 1850 m3 Ils respectent les valeurs mentionnées dans l'APC de 2021 |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Registre de prélèvement des eaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre de prélèvement des eaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m ³ /j mis à disposition des services de contrôle. |
| Constats : Les compteurs sont situés en entrée de site, en entrée d'unité de production et en entrée de site pour les lignes de forage. La fréquence de relevé des compteurs est quotidienne et n'appelle pas de remarque |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des prélèvements/consommations |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux). Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et/ou consommation plafonnés à 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.</p> <p>Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle.</p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.</p> <p>NB : l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 précise que concernant les mesures de restriction, un délai d'adaptation pour les usages agricoles, industriels et commerciaux est possible pour la seule année 2022 : au cours de cette année transitoire, le préfet peut autoriser le maintien des mesures de restrictions publiées antérieurement en lieu et place de celles prescrites à l'annexe 4 du présent arrêté.</p> <p>Constats : L'exploitant a connaissance des dispositions "sécheresse".</p> <p>La période de référence retenue est à ce jour l'année 2020 (le site a lancé des travaux de modernisation en 2021 et 2022). Sur cette période, la consommation hebdomadaire moyenne est de 6700 m3/semaine.</p> <p>L'exploitant travaille déjà sur différents projets/tests d'économie d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la phase de décuage (déplacement des grains avec de l'eau), le volume nécessaire d'eau est optimisé ; - le trempage des grains passe de 3 à 2 pour une économie d'eau ; - les besoins en eau sont optimisés en fonction du volume de grains : gain de 6m3 par trempage / 2 à 3 trempages jour ; - dans le cycle de germination, essai de l'arrêt de pulvérisation au niveau des entrée d'air et arrosage des grains ; - nettoyage effectué par karcher ; - formation sensibilisation des agents ; - arrêt du nettoyage des véhicules. <p>L'exploitant indique que la réglementation qui encadre le secteur agroalimentaire empêche la réutilisation de l'eau dans le process pour des raisons sanitaires.</p> <p>Ainsi, pour respecter la réduction des prélèvements de 50%, l'exploitant doit prélever moins de 3250 m3/semaine, ce qui n'est pas possible en l'état sauf à réduire fortement la production. L'exploitant est donc au-dessus de la valeur seuil fixé en cas d'alerte renforcée par l' arrêté préfectoral "sécheresse".</p> <p>L'exploitant précise qu'en l'état, l'arrêt complet des prélèvements d'eau (applicable en situation de crise) aurait pour conséquence directe l'arrêt de la production. Il ne peut pas utiliser des réserves d'eaux pluviales dans son process. Il n'y a pas de possibilité identifiée à ce jour d'un</p> |

| |
|---|
| <p>fonctionnement temporaire de tout ou partie des installations en circuit fermé, pour des motifs sanitaires.</p> <p>Les restrictions quantitatives de l'arrêté cadre "sécheresse" du 20/05/2022 n'étant formellement applicables aux usages industriels qu'à partir de 2023, l'inspection préconise à l'exploitant de poursuivre son plan d'actions sur les économies d'eau et d'anticiper les mesures à prendre afin de respecter ces prescriptions qui seront applicables au prochain étiage (sans préjudice des dispositions à prendre en 2022 au regard de l'arrêté préfectoral cadre n°374 du 29 juin 2015 modifié dont les mesures restent applicables en cette période transitoire).</p> |
| <p>Observations :</p> <p>L'exploitant est informé des restrictions quantitatives en matière de sécheresse via les informations transmises par l'inspection des installations classées. La veille réglementaire en place à la date de l'inspection ne permet pas de suivre les arrêtés départementaux. L'exploitant peut suivre la publication des arrêtés départementaux relatifs à la sécheresse via le site Internet de la préfecture de la Côte-d'Or (https://www.cote-dor.gouv.fr/gestion-de-l-etiage-r1409.html) et le site Internet PROPLUVIA (http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr). La période de référence retenue est l'année 2020 (le site a lancé des travaux en 2021 et 2022).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |